«Jean-Marie Bockel - Financement des grands projets d'infrastructures : « La partie est-elle jouée d'avance ? »»

04/07/2013

Jean-Marie Bockel - Financement des grands projets d'infrastructures : « La partie est-elle jouée d'avance ? »

Jean-Marie Bockel, sénateur du Haut-Rhin, a interpellé ce jour, à l'occasion des questions au Gouvernement, Frédéric Cuvillier, Ministre des Transports, au sujet du financement des grands projets d'infrastructures.

Le rapport de Philippe Duron, Président de la « Commission Mobilité 21 », remis le 27 juin dernier, passe en revue une cinquantaine de projets de transport et prévoit le report, après 2030, de la plupart des Lignes à Grande Vitesse.

« Si nous comprenons parfaitement la volonté de hiérarchiser les projets dans une période critique pour les finances publiques, doit-on se résoudre pour autant à voir renvoyés aux calendes grecques des projets stratégiques pour l'attractivité de nos territoires ? » s'interroge Jean-Marie Bockel.

« En tant qu'élu du Grand Est, j'ai bien entendu à l'esprit le projet d'achèvement de la 2e phase de la branche Est de la LGV Rhin-Rhône. » poursuit le sénateur du Haut-Rhin.

Ce projet a été entériné dans sa globalité et a fait l'objet de plusieurs engagements, notamment à travers la signature en janvier 2012 d'un protocole d'intention de financement entre l'Etat, les collectivités territoriales et les autres partenaires. Plus de 80 millions d'euros ont déjà été consacrés aux études, acquisitions foncières et travaux préparatoires, et les financements européens pourraient aller jusqu'à 200 millions d'euros. *« Ne pas aller au bout constituerait donc un vrai gaspillage. »* déplore Jean-Marie Bockel.

Pour le sénateur, *« La politique du « tout TGV » n'est certes pas réaliste, l'abandon de certains projets de LGV serait totalement incompréhensible et fragiliserait notre encrage européen, en déplaçant le centre de gravité de l'Europe ferroviaire hors de nos frontières. Ce serait également, pour l'État, renoncer à jouer son rôle d'amortisseur économique de la crise, sur des emplois non-délocalisables. »*

Récemment, l'ensemble des parlementaires et grands élus alsaciens, tous courants politiques confondus, ont adressé un courrier co-signé au Président de la République au sujet de la LGV Rhin-Rhône. Ils y demandaient que s'ouvre une phase de consultation et de concertation

Jean-Marie Bockel a conclut en demandant au ministre : *« Serons-nous entendus ou la partie est-elle jouée d'avance ? »*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC